



**NOURRIR
LE MONDE,
SOIGNER LA
PLANÈTE**

MANIFESTE DE BRASILIA

15 Novembre 2014

INTRODUCTION:

Nous, organisations de femmes et d'hommes agriculteurs, artisans pêcheurs, éleveurs, et les communautés indigènes, nous sommes réunies à Brasilia le 14 et 15 Novembre 2014 afin d'évaluer les résultats et la réalisation des objectifs de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale-AIAF-2014 et fixer nos thèmes de travail prioritaires à compter de l'année 2015.

Après 2 jours d'échanges entre nous et des ONG travaillant dans le milieu rural, des représentants de la recherche agricole, et des organisations de coopération au développement, etc. nous avons réalisé un bilan des résultats de l'AIAF-2014, qui fait l'objet d'un document à part, et avons approuvé le Manifeste suivant, reprenant nos demandes et nos priorités pour les prochaines années.

Nous invitons cordialement les autres organisations paysannes, rurales, etc. qui se sentent identifier avec les six demandes, à signer aussi le Manifeste.

Demande 1

Toute nation doit disposer du droit à développer sa propre production alimentaire locale issue des femmes et des hommes, acteurs de l'Agriculture Familiale¹. Cette dynamique vers la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires doit s'appuyer sur des modèles agricoles durables, résilients au changement climatique, tels que l'agro-écologie, dans la perspective d'une économie solidaire.

Le comportement des organismes internationaux ou régionaux de régulation commerciale et financière - l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), entre autres -, les accords commerciaux bilatéraux et

¹ Le concept d'Agriculture Familiale se réfère toujours à des femmes et des hommes paysans, pêcheurs artisanaux, bergers ou appartenant à des communautés indigènes.



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

multilatéraux et les corporations internationales représentent une menace pour le respect de ce droit fondamental.

Les principaux organismes responsables de la mise en œuvre de la demande n° 1 sont :

Les gouvernements nationaux, qui doivent mettre en place des politiques publiques fondées sur l'agriculture familiale et qui assurent le droit fondamental à une alimentation suffisante, luttant ainsi contre la faim et la malnutrition. Ces politiques publiques doivent être définies et mises en place à l'aide de structures interministérielles nationales qui prennent en compte la participation effective de la Société Civile.

Les espaces régionaux d'intégration (ASEAN, UA, UE, CELAC, MERCOSUR, CPLP, entre autres), ainsi que les instances spécialisées de l'ONU (FAO, FIDA, PAM) qui doivent renforcer leurs propositions en faveur de l'Agriculture Familiale en concertation avec la Société Civile, à travers des mécanismes adéquats.

D'autres organismes internationaux, BM, OMC, etc., qui doivent encourager des politiques économiques et financières qui respectent et promeuvent les droits fondamentaux des femmes et des hommes agriculteurs familiaux.

Demande 2

Les gouvernements doivent réaliser rapidement et prioritairement l'application des Directives Volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêcheries et aux forêts, qu'ils ont approuvé dans le cadre du Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA).

Bien souvent, ces Directives Volontaires n'ont pas été appliquées au niveau national et n'ont donc pas pu servir à protéger les agriculteurs de problèmes comme l'accaparement des terres à grande échelle par des investisseurs nationaux et étrangers, au détriment de ceux qui la travaillent.

Les droits inaliénables des agriculteurs et la souveraineté politique de nos pays sont menacés par le contrôle croissant des entreprises multinationales sur nos ressources productives.



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

Pendant que nous demandons aux gouvernements et aux institutions internationales l'exécution urgente de cette demande, nous renforcerons notre travail de plaidoyer ainsi que le dialogue politique, en particulier avec les gouvernements concernés et les bureaux nationaux de la FAO, pour qu'ils prennent en considération et promeuvent les éléments suivants:

1. La nécessité de créer des mécanismes d'implémentation à caractère obligatoire au niveau national pour traduire les Directives Volontaires en lois, stratégies, politiques, plans d'action et une enveloppe budgétaire destinée à leur mise en place. Il est également indispensable de suivre les progrès de cette mise en œuvre dans les pays, de préférence à travers leurs Comités Nationaux respectifs.
2. L'identification des moyens effectifs de dissémination des Directives dans les langues locales.
3. La conception de programmes nationaux et de stratégies de coopération internationale qui prennent en considération ces Directives.

Demande 3

Afin de promouvoir l'Agriculture Familiale au niveau mondial, nous demandons au Comité de Sécurité Alimentaire (CSA) de concevoir et d'approuver des Directives Volontaires de l'Agriculture Familiale le plus rapidement possible.

Ces Directives Volontaires créeront un cadre normatif qui renforcera les exigences fondamentales nécessaires au développement de l'Agriculture Familiale, incitant les pays à mettre en place des politiques publiques qui favorisent sa consolidation en tant que modèle agricole durable.

Demande 4

Afin de promouvoir l'Agriculture Familiale, tous les pays, en particulier les nations dont la majorité de la population se consacre à l'agriculture, doivent approuver un budget adapté destiné au développement de l'agriculture familiale. Les organisations agricoles doivent être consultées



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

pendant les discussions sur le budget afin de garantir son efficacité et sa pertinence, assurant ainsi la transparence et la responsabilisation des institutions concernées.

Compte tenu de l'importance de l'aide au développement consacrée aux investissements publics agricoles, il est primordial que les donateurs internationaux renforcent la part de l'aide destinée à l'agriculture familiale.

La communauté internationale doit également promouvoir et garantir une cohérence globale entre les efforts budgétaires en faveur de l'agriculture familiale et les investissements privés qui pourraient nuire au droit à l'alimentation.

Pendant que nous demandons aux gouvernements et aux institutions internationales l'exécution urgente de cette demande, nous considérons qu'il est important de renforcer notre travail de plaidoyer politique ainsi que le dialogue avec les agences spécialisées de l'ONU (FAO, FIDA, PAM, etc.) et les autres acteurs sociaux.

Il sera nécessaire d'assurer l'existence de politiques publiques qui facilitent aux femmes et aux hommes agriculteurs l'accès aux financements, grâce à des instruments tels que les banques agricoles nationales et les institutions de microcrédits, qui devront bénéficier de la garantie des états.

Demande 5

Garantir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes qui se consacrent à l'Agriculture Familiale grâce à l'autonomisation des femmes et à des politiques publiques spécifiques.

Il est fréquent que les femmes qui vivent et travaillent en zone rurale soient victimes de discrimination dans leur entourage, ainsi qu'au sein de leur famille et dans les structures mêmes des organisations de la Société Civile. Ceci se manifeste en particulier lorsqu'il s'agit de l'accès équitable aux ressources productives telles que la terre, l'eau, le crédit et les services de vulgarisation et de formation.

Nous soulignons l'urgence de favoriser l'égalité des droits, à l'aide de politiques positives et de mesures vérifiables, qui seront la meilleure manière de rendre



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

visible et de reconnaître la grande contribution des femmes agricultrices à la production alimentaire et à la lutte contre la faim et la malnutrition.

Pendant que nous attendons des gouvernements et des institutions internationales l'exécution urgente de cette demande, nous considérons qu'il est important de renforcer notre travail de plaidoyer ainsi que le dialogue politique avec les organisations de la Société Civile, les organisations paysannes et locales, les syndicats et les instances politiques (gouvernements, ministères, parlements, congrès), les organisations internationales et régionales (FAO, FIDA, PAM, CEDAW, etc.), les universités et les écoles, afin de promouvoir un changement de leur fonctionnement. Pour ceci, il sera nécessaire:

- D'approfondir et d'élargir le concept même d'égalité des sexes.
- De créer des espaces institutionnels destinés aux femmes.
- D'ajuster les programmes de formation par rapport aux demandes des agricultrices et agriculteurs familiaux.
- De créer des politiques publiques positives disposant de budgets spécifiques.
- D'éduquer/former les différents acteurs sur l'égalité des sexes au sein des organisations existantes.
- De renforcer l'autonomisation des femmes.
- De promouvoir une représentation égale entre les hommes et les femmes à l'aide, par exemple, de quotas.
- D'améliorer l'environnement socio-économique dans lequel évoluent les femmes afin de renforcer leur rôle dans la société.

Demande 6

Nous demandons l'adoption de politiques publiques différenciées promouvant l'incorporation, l'intégration, la reconnaissance sociale, juridique et économique des jeunes dans le secteur agricole, comme indiqué dans le Manifeste de Bordeaux, le 4 septembre 2014, signé par les représentants de 36 organisations de jeunes agriculteurs des cinq continents. Ainsi, les jeunes



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

sont reconnus comme des acteurs incontournables du développement territorial. La seule manière de garantir que l'agriculture familiale reste attractive à leurs yeux passe par un renforcement de l'appui public, en partenariat stratégique avec d'autres secteurs de la société.

Nous avons décidé de considérer que la prise en compte de la jeunesse agricole et rurale représente une urgence et une priorité. Il faut promouvoir l'enracinement des jeunes, la réduction de l'exode rurale et la participation des jeunes au sein des organisations d'agriculteurs. Il est nécessaire d'encourager les organisations sociales de jeunes, qui développent des entreprises locales et solidaires s'articulant avec les dynamiques des filières agricoles.

Pendant que nous demandons instamment aux gouvernements et aux institutions internationales l'exécution urgente de cette demande, nous considérons qu'il est important de renforcer notre travail de plaidoyer et de dialogue politique avec la société civile, avec la FAO, le FIDA, l'OIT, les gouvernements nationaux et les organisations d'intégration régionale, afin de promouvoir un changement des approches et des stratégies institutionnelles, en les recentrant sur la jeunesse agricole. Pour ceci, il sera nécessaire de promouvoir des changements et des actions concrètes telles que :

- 1.- Susciter l'intégration et la participation active des jeunes au sein des organisations paysannes.
2. Collaborer en tant que Comité Consultatif Mondial (CCM) à la création d'un réseau mondial des jeunes de l'Agriculture Familiale.
- 3.- Influencer sur les moyens de communication afin qu'ils fassent passer des messages positifs sur l'Agriculture.
- 4.- Doter les zones rurales de services sociaux.
- 5.- Faciliter l'accès des jeunes aux facteurs de production : la terre, l'eau, les technologies, l'équipement, le crédit, les marchés..
- 6.- Offrir aux enfants des zones rurales une éducation dès l'école primaire, dotée de programmes adaptés aux nécessités des jeunes et de l'emploi rural.



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

Éléments d'organisation:

Afin d'être le plus efficace possible lors de l'application des 6 demandes mentionnées ci-dessus, nous avons pris les décisions suivantes :

1.- Promouvoir l'institutionnalisation des Comités Nationaux d'Agriculture Familiale, à travers une forme juridique ou organisationnelle choisie par chaque comité. Encourager parallèlement leur création dans les pays qui n'en sont pas encore dotés, en considérant que ceux-ci ont contribué à améliorer les politiques publiques de différents pays. Les Comités Nationaux pourront favoriser la création de sous-comités nationaux.

Ainsi, nous, les organisations de l'agriculture familiale, avons décidé de continuer à participer à ces Comités Nationaux et à les promouvoir. Cet effort suppose la participation des organisations d'agriculteurs et de tous les secteurs de la société civile, ainsi que des gouvernements et des représentations nationales des organismes internationaux.

Nous considérons qu'il est important de structurer de manière durable les Comités Nationaux à un niveau régional et continental.

2.- Nous souhaitons continuer à travailler ensemble au sein d'une coordination globale, comme nous l'avons fait lors de l'AIAF-2014. Le Comité Consultatif Mondial (CCM) doit continuer à être une référence dans le mouvement mondial pour l'agriculture familiale, tout en actualisant son cadre d'action, sa structure, ses actions et ses projets, en suivant les critères suivants :

a. Augmenter et garantir la représentation des Comités Nationaux au Comité consultatif mondial, à l'aide d'une représentation régionale de chacun des 5 continents.

b. Garantir le leadership des organisations d'agricultrices et agriculteurs familiaux au CCM et dans les Comités Nationaux, renforcées par la présence d'une grande diversité de secteurs, et respectant l'égalité des sexes et de la participation des jeunes.



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

c. Continuer et consolider les processus de dialogue effectif avec les gouvernements, les organismes internationaux, les centres de recherche, les organisations régionales d'intégration, entre autres.

d. Nous avons comme priorité de poursuivre la relation actuelle et efficace que nous entretenons avec les FAO et la FIDA, en tenant compte de leur participation importante dans ce secteur de l'Agriculture Familiale ces dernières années. Nous demandons à ces deux agences d'assumer un rôle déterminant pour initier un processus pour la conception et l'approbation par le CSA des Directives Volontaires de l'Agriculture Familiale.

e. Ouvrir la possibilité d'organiser au sein du CCM des groupes de travail afin de mettre en place des campagnes mondiales spécifiques liées aux décisions prises lors de la réunion de Brasilia.

f. Le Forum Rural Mondial (FRM) poursuivra son rôle de Secrétaire Exécutif du CCM.

g. Renforcer et promouvoir le lien avec le Comité international d'Organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles, FMAT 2016, et consolider le travail sur les Objectifs de Développement Durable post 2015 (ODD). Les signataires de ce Manifeste s'engagent à travailler pour que les ODD reprennent fortement l'Agriculture familiale au sein de leurs objectifs et de leurs indicateurs. Une fois approuvés, leur traduction en politiques publiques et en plans, programmes et projets nationaux seront promus avec la participation effective des Comités Nationaux dans leur planification, leur exécution et leur suivi-évaluation.

3.- Pour conclure, nous désirons intégrer les initiatives et campagnes mentionnées dans ce Manifeste au sein d'un grand plan d'action à réaliser dans le cadre de la Décennie de l'Agriculture Familiale, qui commence en 2015.

Brasilia, Brésil. 15 Novembre 2014



**NOURRIR
LE MONDE,
SOIGNER LA
PLANÈTE**

LISTE DES SIGNATAIRES

Mr. Hakim Baliraine	The Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF).
Mr. Nouradine Zakaria Touré	Président Coordination Régionale des Usagers(ères) des Ressources Naturelles du Bassin du fleuve Niger – Jeunes agriculteurs. Mali
Mr. Gaoussou Gueye	Secrétaire Générale. Confédération Africaine des Organisations de Pêche Artisanale (CAOPA).
Mr. Ibrahima Coulibaly	Président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes -CNOP. Ambassadeur de la FAO pour l' AIAF-2014. Mali
Mr. Nathanael Buka Mupungu	Porte-parole National. COPACO. République Démocratique du Congo
Sr. Alberto Broch	Président. Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura- CONTAG. Brasil
Sr. Willian Clementino da Silva	Vice-Président. Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura- CONTAG. Brasil
Sr. Fernando Lopez	Secrétaire Général de COPROFAM. Mercosur ampliado.
Sra. Gerardina Pérez Jiménez	Coordinadora del Programa Diálogo Regional Rural (PDRR). Amérique Centrale.
Sr. Mario Germán Bonilla	Co-directeur de Agrosolidaria. Colombia
Mr. Chandler Goule	National Farmers Union. Vice-President of Programs. USA
Mr. Rudra Bhattarai	Nepal Agricultural Cooperative Central Federation. Nepal
Ms. Meena Pokhrel	Nepal Agricultural Cooperative Central Federation. Nepal
Mr. Mohammad Ali Shah	Chair. Pakistan Artisan Fishers Forum. Pakistan
Mr. Vincent Touzot	Membre Conseil d'Administration. Jeunes Agriculteurs. Vice-Président AFDI. France



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

Me. Marianne Streel	Présidente. Union des Agricultrices Wallonnes. Belgique
Sr. Lorenzo Ramos	Secretario General. Unión de Pequeños Agricultores. España
Sra.. Joana Rocha Dias	REDSAN-CPLP. Plataforma de campesinos de CPLP. Red IFSN.
Mr. Cole David Groves	New Zealand Young Farmers- NZYF
Sra. Maíra Lima Figueira	UNICAFES. Brasil
Mr Andre Leu	President. IFOAM International
Mr. José María Ceberio	Presidente. Foro Rural Mundial.
Mr. Auxtin Ortiz	Director General. Foro Rural Mundial.
Mr. José Antonio Osaba	AIAF-2104 Coordinador AIAF-2014 Sociedad Civil. Foro Rural Mundial.

AVEC L'APPUI DE:

Ms. Marlene Ramirez	Secretary General. AsiaDHRRA
Mr. Alphonse Kouamé	Chargé de Programmes. INADES formation
Ms. Zandile Ntombela	Manager. MATAT-EDA
Mr. Carlos Aguilar	Advocacy and Campaign Coordinator- Brasil. Oxfam
Dr. Agnes Major	Alliance for the Living Tisza. Hongrie
Sr. Daniel Campos	Miembro Directorio Red Latinoamericana de Comercialización Comunitaria. RELACC. Latinoamérica.
Sra. Maíra Martins	Asesora de Políticas. Action Aid Brasil
Mr. Jacques Marzin	Chercheur. CIRAD. France
Sr. Javier Medina	International Land Coalition-ILC



NOURRIR LE MONDE, SOIGNER LA PLANÈTE

Rencontre organisée par le Forum Rural Mondial, coordinateur AIAF-2014 Société Civile, avec le soutien de MDA, CONTAG, FAO, Oxfam et Action Aid.



FORO RURAL MUNDIAL
WORLD RURAL FORUM
FORUM RURAL MONDIAL
MUNDUKO LANDAGUNEA



act:onaid